

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 16/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RAYONIER A.M. TARTAS**

1154 Avenue du Général Leclerc  
40400 Tartas

Références : -  
Code AIOT : 0005202000

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement RAYONIER A.M. TARTAS implanté 1154, Avenue du Général Leclerc 40400 Tartas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RAYONIER A.M. TARTAS
- 1154, Avenue du Général Leclerc 40400 Tartas
- Code AIOT : 0005202000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société RAYONIER AM TARTAS est leader mondial sur les celluloses de spécialités utilisées pour la production des éthers cellulosiques, de la cellulose microcristalline et de la nitrocellulose. Avec une production annuelle de 125 000 t, l'établissement de TARTAS représente 10 % du marché mondial des pâtes de spécialités. La majorité des ventes de l'établissement s'effectue en Europe et seulement 5 % des ventes de produits sont à destination de la France.

Le site est réglementé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 11/05/2005 et ses arrêtés préfectoraux complémentaires.

L'instruction du dossier de réexamen IED a nécessité la mise à jour des conditions d'exploitation du site par arrêté préfectoral du 10 janvier 2019.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	3 mois
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	3 mois
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
5	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
6	Autonomie du dispositif de	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	secours électrique et de surveillance (4.b)		
7	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
8	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une inspection consacrée à la gestion de l'alimentation électrique et aux dispositifs de secours associés a été réalisée le 27 novembre 2025 sur le site RAYONIER TARTAS.

Il a été constaté que l'architecture électrique du site est correctement dimensionnée pour assurer la mise en sécurité des installations en cas de perte d'alimentation d'une source d'alimentation électrique. Elle repose notamment sur une double alimentation électrique externe et sur une alimentation électrique autonome assurée par les turbines du site, permettant de garantir le maintien du fonctionnement des équipements nécessaires à la sécurité du site.

Toutefois, plusieurs insuffisances de formalisation ont été relevées :

- absence d'analyse spécifique de la sensibilité du site à une perte d'alimentation électrique dans l'étude de dangers ;
- documentation opérationnelle incomplète, ne permettant pas d'identifier clairement les utilités critiques, leur hiérarchisation et les modalités de basculement en situation dégradée ;
- manque de structuration du processus décisionnel.

Il est en conséquence demandé à l'exploitant de structurer et formaliser l'ensemble de la démarche de gestion d'une perte d'alimentation électrique, en complétant l'étude de dangers et en renforçant les documents opérationnels associés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

**Constats :**

Le site de Tartas est alimenté en électricité par le réseau public RTE en 63 kV depuis le poste source d'Audon. Il dispose également d'un poste d'alimentation en 20 kV depuis le réseau ENEDIS, uniquement utilisé en fonctionnement nominal lors des opérations de maintenance du poste de livraison 63 kV. Par ailleurs, trois turbines implantées sur le site assurent une autonomie électrique équivalente à environ 83 % de la consommation totale du site en fonctionnement nominal.

L'alimentation électrique principale du site repose en permanence sur un double apport : les trois turbines de production interne et le réseau RTE. Ces deux sources sont configurées de manière à garantir à tout moment la continuité de l'alimentation, chacune pouvant prendre le relais de l'autre en fonction de l'état du réseau ou des besoins d'exploitation.

À partir de ces différentes sources d'alimentation, l'exploitant a présenté l'architecture de distribution électrique moyenne tension, décrite dans un schéma daté du 25 avril 2022. Ce réseau interne alimente une cinquantaine de transformateurs 20 kV / 400 V, positionnés au plus près des ateliers (en pratique un transformateur par atelier). L'exploitant indique que cette architecture, telle que figurée dans le plan du réseau moyenne tension du 25 avril 2022, n'a pas été modifiée depuis.

Le site ne dispose pas de système de stockage d'énergie sur batteries. En revanche, les systèmes de supervision des ateliers et contrôle commande de l'alimentation électrique sont protégés contre les micro-coupures par des onduleurs individuels, au nombre de douze.

Il est constaté que l'étude de dangers ne traite pas spécifiquement de la sensibilité du site à une perte d'alimentation électrique, ni ne présente, de manière dédiée, l'organisation et l'architecture de l'alimentation électrique du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient, à l'occasion de la prochaine mise à jour de l'étude de dangers, que l'exploitant intègre une analyse de la sensibilité du site à une perte d'alimentation électrique. Cette analyse devra notamment comporter :

- la description de l'architecture d'alimentation électrique du site ;
- l'évaluation des conséquences potentielles d'une coupure d'alimentation ;
- une évaluation de la sensibilité des utilités à cette perte d'alimentation, avec identification des équipements critiques devant être secourus en priorité afin de garantir la mise à l'arrêt en sécurité des installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois**N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux

installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

**Constats :**

L'exploitant a décrit, en séance, la stratégie mise en œuvre en cas de perte d'alimentation électrique, visant à assurer la mise en sécurité des installations ainsi que le maintien des utilités indispensables au fonctionnement du site (air comprimé, refroidissement, protection incendie, vapeur).

Chaque supervision d'atelier est protégée par un onduleur offrant une autonomie d'environ vingt minutes, durée jugée suffisante pour maintenir l'alimentation du contrôle-commande durant les phases de basculement des sources électriques.

Le site dispose de trois turbines d'une puissance unitaire de 38,5 MW, dimensionnées pour couvrir environ 83 % de la consommation totale du site en fonctionnement nominal. Ces turbines permettent ainsi d'alimenter les utilités essentielles. En cas de coupure prolongée du réseau RTE, un délestage automatique est opéré. Un délestage manuel peut également être déclenché par les opérateurs en salle de commande, via le pupitre de gestion des alimentations électriques, et consiste à isoler électriquement les ateliers identifiés comme non prioritaires.

Il apparaît cependant que l'exploitant ne dispose pas, à ce jour, d'une fiche réflexe formalisée décrivant les actions à mener en cas de perte de la source d'alimentation électrique principale. L'exploitant précise que, dans ce type de situation, la stratégie repose sur un arrêt progressif des unités non prioritaires (ne compromettant pas la sécurité du site) afin de garantir la disponibilité globale en puissance, en assurant la cohérence entre la puissance réellement disponible sur les cinq sources d'alimentation électrique (trois turbines et deux postes de livraison) et les besoins propres à chaque unité.

Il demeure toutefois nécessaire qu'une analyse préalable, structurée et exhaustive des besoins du site en équipements à maintenir en priorité en cas de perte de la source d'alimentation principale soit menée, afin de garantir la mise à l'arrêt des unités dans des conditions de sécurité maîtrisées.

L'exploitant indique par ailleurs disposer d'un contact d'urgence téléphonique avec son fournisseur d'électricité, disponible 24 h/24, permettant d'obtenir des informations sur l'origine de la perturbation et le délai estimé de rétablissement de l'alimentation électrique externe.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant fournisse une analyse structurée de la gestion d'une perte d'alimentation électrique du site, permettant de garantir la mise en sécurité des installations et le maintien des utilités essentielles.

Cette analyse devra notamment :

- présenter de manière détaillée l'organisation opérationnelle prévue en cas de perte totale ou partielle de la source d'alimentation électrique principale, incluant les modalités de basculement entre les différentes sources d'alimentation (réseau RTE 63 kV, réseau ENEDIS 20 kV, turbines) ;
- identifier et hiérarchiser les utilités nécessaires au maintien en sécurité des unités (air

<p>comprimé, vapeur, refroidissement, protection incendie, etc.), en précisant pour chacune les besoins minimaux en puissance électrique, les conséquences d'une indisponibilité et les conditions requises pour assurer une mise à l'arrêt sûre des installations ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• évaluer la cohérence entre la puissance réellement disponible sur l'ensemble des sources d'alimentation (trois turbines et deux postes de livraison) en situation dégradée et les besoins de consommation des unités prioritaires ;</li> <li>• décrire la stratégie de délestage prévue en cas de perte prolongée du réseau externe, en précisant les unités considérées comme non prioritaires, les critères de décision conduisant à leur arrêt et les modalités pratiques d'exécution du délestage ;</li> <li>• élaborer et transmettre une fiche réflexe formalisée, dédiée à la perte d'alimentation électrique, décrivant les actions à mener par les opérateurs, les points de vigilance, les responsabilités associées et les moyens à disposition pour vérifier l'efficacité du basculement et la disponibilité des utilités critiques.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56</p> <p>[... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon l'exploitant, la stratégie appliquée en cas de coupure de courant prolongée repose sur l'arrêt progressif des unités de production. Cette stratégie de gestion des moyens électriques est connue du personnel en charge du pilotage des unités en salle de commande. En cas de perte d'alimentation électrique du réseau RTE, les trois turbines du site assurent la continuité des alimentations nécessaires à la mise en sécurité et à l'arrêt des installations.</p> <p>Il est toutefois constaté que le processus décisionnel à appliquer selon la typologie de perte d'alimentation électrique (coupure brève, prolongée, perte partielle ou totale) n'est pas clairement formalisé dans la fiche réflexe actuelle. Les critères déclenchant les différentes actions de mise en sécurité, de délestage, d'arrêt total des unités ou de maintien éventuel de certaines fonctions ne sont pas explicitement définis.</p> <p>En conséquence, il convient que l'exploitant mette en place une fiche réflexe dédiée à la perte d'alimentation électrique, permettant de formaliser clairement le processus décisionnel associé, en distinguant les actions à engager selon la nature, l'étendue et la durée de la perte</p>

d'alimentation électrique.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient que l'exploitant élabore et transmette une fiche réflexe dédiée à la perte d'alimentation électrique, formalisant clairement l'ensemble des actions à engager selon la nature, l'étendue et la durée de la perturbation.</p> <p>Cette fiche devra notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>distinguer les scénarios de perte d'alimentation (coupure brève, coupure prolongée, perte partielle, perte totale) et préciser pour chacun les actions à mener ;</li> <li>définir les critères décisionnels déclenchant les différentes phases opérationnelles (mise en sécurité, délestage, arrêt progressif ou total des unités, maintien éventuel de certaines fonctions) ;</li> <li>préciser le rôle et les responsabilités des opérateurs de la salle de commande dans l'activation de ces actions ;</li> <li>indiquer les moyens permettant de vérifier la disponibilité des sources d'alimentation de secours et des utilités essentielles nécessaires à la mise en sécurité.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.b)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>



**Constats :**

Lors d'une situation de perte d'alimentation électrique externe au niveau du site, l'exploitant fonde la pérennité de la mise en sécurité des installations sur la mise à l'arrêt contrôlé des unités ainsi que sur la fiabilité des turbines du site.

Le site dispose d'un dispositif de surveillance permettant de détecter la perte d'alimentation électrique du réseau RTE alimentant le site. Sur le poste de supervision, en salle de commande de toutes les unités du site, une vue dédiée permet de visualiser en temps réel l'état des alimentations électriques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »

**Constats :**

Lors de la visite, il est constaté la présence des trois turbines, d'une puissance cumulée de 38,5 MW, permettant de maintenir le site en fonctionnement de repli et en position de sécurité, tout en assurant l'alimentation de l'ensemble des utilités nécessaires.

Lorsque qu'une mise à l'arrêt est envisagée, l'exploitant indique disposer d'une quantité suffisante de combustible pour garantir le fonctionnement pérenne des turbines (1 200 m<sup>3</sup> de liqueur noire, 630 m<sup>3</sup> de fioul, ainsi qu'une alimentation en gaz disponible via le poste de livraison Terega). Ces volumes permettent d'assurer la continuité des utilités essentielles, dans l'attente, le cas échéant, de la mise en place d'une logique de réapprovisionnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
<b>Constats :</b>  Selon les éléments communiqués par l'exploitant, l'ensemble des mesures de maîtrise des risques (MMR) du site sont dimensionnées pour se positionner en sécurité en cas de perte d'alimentation électrique, y compris en situation de perte d'air comprimé. Le maintien de l'alimentation de la supervision est assuré par l'alimentation électrique fournie par les turbines du site. Plus généralement, l'exploitant indique avoir mené une analyse de la position de repli des installations, matérialisée par les études de sécurité de fonctionnement définissant, pour chaque unité, l'état d'arrêt d'urgence et les conditions de mise en sécurité associées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés.  Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.  Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.  Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »
<b>Constats :</b>

La maintenance des onduleurs est assurée par un prestataire spécialisé dans la maintenance des onduleurs (Socomec). Une vérification annuelle des 12 onduleurs est réalisée, le dernier contrôle datant du 19/02/2025. Ces interventions conduisent à la mise à jour d'un plan de remplacement préventif des composants jusqu'en 2033, couvrant notamment les batteries, les composants chimiques, les cartes d'alimentation, les ventilateurs et les condensateurs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Plan d'action (6)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en conformité

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art 56 « Utilités.

[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »

**Constats :**

L'exploitant indique ne pas avoir identifié la nécessité de mettre en œuvre un plan d'actions visant à mettre son installation en conformité avec les dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

**Type de suites proposées :** Sans suite